



La Suisse face au Mercosur

Après Bruxelles en ce début d'année, c'est à Berne que les débats sur le libre-échange avec l'Amérique du Sud ont eu lieu cet automne, un sujet révélant une fois encore des divisions profondes.

Le Mercosur et l'accord avec l'Union européenne

Le Mercosur est un marché commun à l'Argentine, le Brésil, l'Uruguay et le Paraguay, ainsi que la Bolivie en tant que membre associée. Depuis 1991, les membres fondateurs ont coordonné leur politique commerciale et pratiquement aboli leurs droits de douane afin de faciliter les échanges commerciaux. Ils représentent à ce jour 80% du PIB de l'Amérique latine.

Depuis la création du Mercosur, des négociations ont été engagées avec la Commission européenne sur un accord de libre-échange entre les deux zones économiques. Restées très superficielles durant deux décennies, les discussions ont abouti fin 2025, et le projet est accepté à la majorité qualifiée au Conseil de l'UE. Début 2026, il est également ratifié par les quatre pays fondateurs du Mercosur. L'accord final contient un volet concernant spécifiquement le commerce et les investissements, ainsi qu'un volet plus politique de coopération.

Malgré une saisie par la Cour de Justice de l'Union (CJUE) par le Parlement européen en janvier, le volet commercial de l'accord est entré en vigueur le 1^{er} mai 2026. C'est une victoire pour la présidente de la Commission européenne Ursula Von der Leyen. Ce « passage en force », avant même l'aval du Parlement, est considéré par certains élus comme un affront. La mise en œuvre provisoire de l'accord se poursuit donc, attentive à une possible décision défavorable de la CJUE, attendue dans les mois à venir.

La Suisse suit le chemin

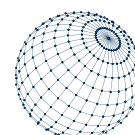
Comme souvent, ce nouvel accord de libre-échange attire l'attention des pays du continent non-membres de l'Union européenne.

L'Association européenne de libre-échange (AELE), qui regroupe la Suisse, la Norvège, l'Islande et le Liechtenstein, a également négocié avec le Mercosur, concluant un accord en septembre 2025. Ne possédant aucun organe supranational, chaque pays ratifie ensuite l'accord. Côté suisse, le Conseil Fédéral a donné son feu vert en février 2026. L'objet est donc passé au Parlement suisse durant les sessions de juin et de septembre.

Un accord avec le Mercosur enlèverait les droits de douane de 96% des exportations suisses vers la région, selon le Secrétariat à l'économie de la Confédération (SECO). Il compenserait une éventuelle situation de désavantage vis-à-vis de l'Union européenne dans l'accès aux marchés internationaux. Pourtant, en première lecture, en juin, le Conseil National a refusé l'objet. La gauche a fait bloc, tandis que la droite est restée désunie. Seul le parti Libéral-Radical a accepté d'une seule voix. Pourtant, après une pause estivale, l'accord de libre-échange est finalement voté à la majorité au Conseil national et à celui des États le 17 septembre dernier, un succès pour les partisans.



Pays du Mercosur, en rouge le Venezuela expulsé en 2019, Wikimedia Commons



Les partisans et opposants suisses

Malgré une acceptation finalement majoritaire, des débats houleux opposent les deux côtés, tant sur des détails que sur le fond du projet. Pour les partisans, représentés au Parlement par le PLR et une grande partie de la droite, cet accord est une aubaine, qui faciliterait l'exportation pour les PME suisses. Il permet également de diversifier les partenaires économiques du pays et d'éviter une dépendance. Pour eux, les quotas et compensations ajoutés pour protéger les secteurs potentiellement péjorés par la nouvelle concurrence sont suffisants.

En revanche, pour les opposants, constitués des partis de gauche (Verts, Socialistes) ainsi qu'une partie du secteur agricole, ce libre-échange amènera une concurrence déloyale aux producteurs suisses, en particulier pour la viande, les vins et spiritueux. Les produits importés du Mercosur seront bon marché, car contraints par des normes moins strictes en matière de bien-être animal et de produits phytosanitaires. Les normes environnementales et sociales y sont également plus lâches, faisant participer la Suisse à la déforestation de l'Amazonie, malgré les promesses des partisans.



Bundeshaus, Bern, via Wikimedia Commons

Une question de priorités

Au-delà des lectures très différentes de la question, ce dernier accord de libre-échange soulève une division plus profonde : celle des priorités et de la direction générale du pays ces prochaines années. La gauche, minoritaire à Berne, craint de contribuer plus activement à la destruction d'écosystèmes et à l'émission de gaz à effet de serre. Elle assène par là un besoin urgent du pays de changer de fonctionnement, afin de créer une économie respectant l'environnement et le vivant, sur le territoire national comme ailleurs.

La droite et les milieux d'affaires en revanche, se préoccupent davantage de la compétitivité économique et de la croissance nationale. Tout en acceptant d'ajouter certaines garanties contre la déforestation (bien moins strictes que dans l'accord entre l'UE et le Mercosur), la droite considère ces enjeux comme secondaires, appuyant sur la création d'emplois que cela entraînerait en Suisse et les quotas imposés pour protéger la production locale.

L'urgence environnementale et les besoins économiques nationaux sont deux sujets pour lesquels le Parlement suisse reste à ce jour irréconciliable. C'est dans ce climat tendu que la session d'automne s'est achevée ce vendredi 2 octobre 2026, entérinant la décision du Parlement sur le Mercosur. Un référendum sur cette question a d'ores et déjà été annoncé par l'opposition, laissant bientôt aux citoyens le soin de décider des priorités nationales.



Pancarte, Manifestation pour le climat, via Canva

Sources :

« Accord Suisse-Mercosur: l'agriculture face à la concurrence | RTS ». s. d. Consulté le 2 octobre 2026. <https://www.rts.ch/info/economie/2026/article/accord-suisse-mercotur-l-agriculture-face-a-la-concurrence-29356116.html>.

Olivier, Arthur, et Léa Deseille. 2026. « Commerce: qu'est-ce que l'accord de libre-échange entre le Mercosur et l'Union européenne? » Touteleurope.eu, septembre 3. <https://www.touteleurope.eu/economie-et-social/commerce-qu-est-ce-que-l-accord-de-libre-echange-entre-le-mercotur-et-l-union-europeenne/>.

L'agriculteur UDC Didier Calame sur le Mercosur: «Je soutiendrai le référendum». s. d. « L'agriculteur UDC Didier Calame sur le Mercosur: «Je soutiendrai le référendum» ». Consulté le 2 octobre 2026. <https://www.lenouvelliste.ch/suisse/lagriculteur-udc-didier-calame-sur-le-mercotur-je-soutiendrai-le-referendum-1515863>.

Consilium. s. d. « Les accords UE-Mercosur expliqués ». Consulté le 1 octobre 2026. <https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/eu-mercotur-agreements-explained/>.

« MERCOSUR ». s. d. Consulté le 3 octobre 2026. <https://www.seco.admin.ch/fr/accord-de-libre-echange-mercotur>.

digitale, WNG agence. 2026. « OUI aux emplois! » septembre 16. <https://www.plr.ch/actualites/communiqués-de-presse/detail-des-actualites/news/oui-aux-emplois>.

Borgeaud, Clément. 2026. Pas de mesures efficaces contre le travail forcé et pour la protection de la forêt tropicale: le PS Suisse rejette l'accord avec le Mercosur - PS Suisse. septembre 17. <https://www.sp-ps.ch/fr/artikel/pas-de-mesures-efficaces-contre-le-travail-force-et-pour-la-protection-de-la-foret-tropicale-le-ps-suisse-rejette-laccord-avec-le-mercotur/>.

20 minutes. 2026. « Suisse: l'accord Mercosur peine à convaincre la majorité des électeurs ». septembre 30. <https://www.20min.ch/fr/story/sondage-exclusif-voici-ce-que-la-population-pense-de-l-accord-mercotur-103641711>.

24 heures. 2026. « Une courte majorité de Suisses soutient le libre-échange ». septembre 30. <https://www.24heures.ch/mercotur-42-des-suisses-favorables-au-libre-echange-566536395055>.